

Unité départementale du Val-d'Oise
5 avenue de la Palette
95000 Cergy-Pontoise

Pontoise, le 1er juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SIKA AUTOMOTIVE FRANCE (ex AXSON)

Z.I des Béthunes, 15 rue de l'Equerre
95310 Saint-Ouen-l'Aumône

Références : ud95-2022-0558-CPi

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2022 dans l'établissement SIKA AUTOMOTIVE FRANCE (ex AXSON) implanté Z.I des Béthunes, 15 rue de l'Equerre 95310 Saint-Ouen-l'Aumône. L'inspection a été annoncée le 12/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIKA AUTOMOTIVE FRANCE (ex AXSON)
- Z.I des Béthunes, 15 rue de l'Equerre 95310 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT dans GUN : 0006506102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED MTD

la société SIKA AUTOMOTIVE exploite au sein de son établissement situé sur la commune de Saint-Ouen-L'Aumône des installations classées au titre des rubriques 3410, 4110, 1450 et 2660 selon le régime de l'autorisation dans le cadre de son activité de fabrication de résines.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etude de dangers ;
- Prévention des risques ;
- Implantation ;
- Accès à l'établissement ;
- Surveillance ;
- Plan d'organisation interne ;
- Aménagements spécifiques ;
- Stockage ;
- Détection incendie ;
- Lutte contre l'incendie ;
- Gestion des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées (1)
Etude de dangers	AP Complémentaire du 22/05/2018, article 7	/	Mise en demeure, respect de prescription
Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 32	/	Lettre de suite préfectorale
Surveillance	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 33.3	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées (1)
Aménagements spécifiques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 34.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 35.6	/	Mise en demeure, respect de prescription
Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 24.2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Implantation	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 33.1	/	Sans objet
Accès à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 33.2	/	Sans objet
Plan d'organisation interne	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 41	/	Sans objet
Stockage	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 36.2.4, 36.2.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de l'inspection plusieurs non conformités en lien avec la prévention et la gestion des risques accidentels ont été constatées, notamment l'absence de mur coupe feu dans certains bâtiments de stockage en contradiction avec les prescriptions applicables conduisant l'inspection à proposer une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etude de dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/05/2018, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Révision de l'étude de dangers
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une étude de dangers conforme aux dispositions prévues à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, tire 1er du code de l'environnement. Cette étude est transmise à l'inspection dans un délai de 6 mois suivant la signature du présent arrêté. Constats : L'exploitant, en présence de son bureau d'étude CNPP, présente à l'inspection un projet de porter à connaissance concernant une demande d'augmentation des stockages soumis à la rubrique 4511 de la nomenclature propre aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Dans le cadre de cette présentation, l'exploitant précise à l'inspection son souhait de transmettre ce porter à connaissance en amont de l'étude de danger toujours en cours de révision contrairement à la demande de l'inspection dans son courrier du 14 octobre 2021. L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de transmettre une étude de danger révisée au regard des installations actuellement exploitées. Si, sur demande de l'exploitant, la présentation des informations relatives aux zones d'effets concernant l'augmentation du stockage soumis à la rubrique 4511 a pu être présentée lors de l'inspection, l'instruction d'un éventuel porter à connaissance mis à jour à ce sujet ne sera effectuée qu'après transmission et instruction d'une étude de danger portant sur la configuration actuelle du site (i.e. hors modification). Il est par ailleurs rappelé à l'exploitant que, suite à sa demande de bénéfice d'antériorité concernant la rubrique 1510 (régime de l'enregistrement) de la nomenclature ICPE, l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 pour le régime de l'autorisation et de l'enregistrement, prévoit la réalisation avant le 1er janvier 2023 d'une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Non conformité n°1 : contrairement aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mai 2018, l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection une étude de dangers révisée concernant les installations qu'il exploite actuellement sur la commune de Saint-Ouen-l'Aumône.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Information des établissements voisins
Prescription contrôlée : En particulier, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- informe par écrit les exploitants des bâtiments entourant ses installations dans un rayon de 100 m du risque potentiel de fumées toxiques au sol au niveau de leurs locaux en cas d'incendie généralisé d'un bâtiment du site AXXON FRANCE- informe par écrit les responsables du groupement économique en charge de l'exploitant de la zone industrielle des Béthunes du risque potentiel de fumées toxiques au sol dans un rayon de 100 m autour du site AXXON FRANCE, en cas d'incendie généralisé d'un bâtiment du site, lequel rayon recouvre des portions d'axes routiers appartenant à la zone d'activités (avenue des Béthunes et de la Marre, rues de l'Equerre et du compas) ;- précise à ces exploitants qu'en cas de concrétisation de ce risque, l'évacuation de leurs locaux sera nécessaire et que l'alerte leur sera donnée par AXXON FRANCE ;- définit et applique une procédure d'alerte des exploitants voisins concernés et du groupement dans son plan d'opérations internes (par tous les moyens possibles et obligatoirement par l'utilisation de la sirène POI décrite à l'article 42)

L'exploitant procède à cette information au plus tard un mois après la notification du présent arrêté d'autorisation et la renouvelle à chaque changement d'exploitant ou de locataire des installations voisines se trouvant dans un rayon de 100 m autour du site.

De plus, l'exploitant des locaux industriels se trouvant en bordure nord-est du site AXSON FRANCE (exploité par la société ADS lors de la notification du présent arrêté) est également informé - selon les mêmes modalités - qu'en cas d'incendie généralisé du bâtiment 8, les zones d'effets thermiques sont susceptibles de toucher partiellement sa propriété (respectivement de 12 m atteignant son terrain et 25 m atteignant ses locaux par les effets létaux et les effets irréversibles).

Constats : L'exploitant présente à l'inspection plusieurs courriers d'information datés de l'année 2006 à destination des entreprises suivantes : Almet, Laboratoire Cerba, Stago, Pommier et ADS. L'inspection précise à l'exploitant que des entreprises voisines se sont installées dans un rayon de 100 mètres autour de ses installations et constate que ces dernières n'ont pas fait l'objet d'une communication.

Par ailleurs, l'inspection constate que le courrier adressé à l'entreprise voisine ADS ne comporte aucune mention concernant les effets thermiques susceptibles de toucher partiellement sa propriété en cas d'incendie généralisé du bâtiment n°8.

Enfin, sur demande de l'inspection, l'exploitant précise qu'aucune information n'a été formalisée auprès des responsables du groupement économique en charge de l'exploitation de la zone industrielle des Béthunes.

Non conformité n°2 : contrairement aux dispositions de l'article 32 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, l'exploitant n'est pas en capacité de justifier de l'information faite auprès des entreprises voisines situées actuellement dans un rayon de 100 m autour de ses installations et des responsables du groupement économique en charge de l'exploitation de la zone industrielle des Béthunes concernant le risque potentiel de fumées toxiques au sol dans une zone recouvrant notamment des portions d'axes routiers appartenant à la zone d'activités.

Non conformité n°3 : contrairement aux dispositions de l'article 32 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, le courrier adressé à la société ADS toujours située dans un rayon de 100 m autour des installations exploitées par la société SIKA ne comporte pas de mention relative aux effets thermiques susceptibles de toucher partiellement sa propriété en cas d'incendie généralisé du bâtiment n°8.

Il est attendu de l'exploitant qu'il se mette en conformité par rapport à ces exigences réglementaires dans un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 33.1

Thème(s) : Risques accidentels, zones d'éloignement

Prescription contrôlée :

une distance minimale de 5 m doit être respectée pour l'implantation des parois extérieures des bâtiments du site par rapport aux limites de propriété.

Constats : Au cours de la visite de terrain autour de l'établissement, l'inspection constate le respect d'une distance minimale de 5 mètres entre les parois extérieures des bâtiments par rapport aux limites de propriétés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accès à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 33.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accès services d'incendie et secours
Prescription contrôlée : Au moins deux accès au site sont en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Au cours de la visite de terrain, l'inspection constate la présence de deux accès à disposition des services d'incendie et de secours maintenus dégagés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 33.3
Thème(s) : Risques accidentels, télésurveillance
Prescription contrôlée : L'établissement est gardienné en permanence. Dans le cas contraire, l'établissement possède des moyens de protection efficaces contre l'intrusion et est surveillé par une société de télésurveillance. [...] Les agents assurant la télésurveillance sont à même de réaliser les premières missions conservatoires dévolues à l'exploitant en cas de besoin (ouvertures des accès, actionnement des obturateurs, mise en sécurité des installations...). Ces missions, ainsi que le délai de mise en œuvre, sont définies dans le plan d'opération interne et font l'objet d'une contractualisation avec la société de télésurveillance.
Constats : L'exploitant présente le contrat de télésurveillance établi en date du 31 janvier 1997 avec le groupement inter-entreprise (GIE) des SACV de Cergy-Pontoise. Sur demande de l'inspection, l'exploitant précise ne pas être en capacité de justifier que ce contrat est toujours valide. A l'issue de l'inspection, l'exploitant précise que l'activité maintenance et systèmes d'alarme gérés par le GIE a été cédée en novembre 2021 au profit de la société MDC Services, la télésurveillance ayant été cédée à Atlantys Sécurité . L'exploitant précise également qu'un rendez-vous sera pris afin de s'assurer de la continuité de la télésurveillance et formaliser celle-ci.
Non conformité n°4 : contrairement aux dispositions de l'article 33.3 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, l'exploitant n'est pas en capacité de justifier de la mise en place de moyens de protection efficaces contre l'intrusion et d'une surveillance par une société dédiée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Plan d'organisation interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour du POI et exercice
Prescription contrôlée : Un plan d'opération interne (POI) est établi suivant la réglementation en vigueur. [...] Il est remis à jours à chaque modification notable (i.e. modifiant les risques existants) et au minimum tous les cinq ans. [...] Un exercice POI est organisé chaque année par l'exploitant et ses éventuels partenaires dans le domaine de la sécurité. Cet exercice fait l'objet d'un compte rendu à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant communique à l'inspection la dernière version du Plan d'organisation interne (POI) daté de mai 2016 en précisant que ce dernier est cours de mise à jour (changement de raison sociale, mise à jour des plans, arrêt de l'activité planches). Il communique également le dernier courriel à destination du groupement inter-entreprise (GIE) relatif au planning d'astreinte en lien avec le POI. L'inspection consulte le dernier compte-rendu d'exercice daté du 16 novembre 2021 relatif au scénario intitulé <i>Dégagement de chaleur/ vapeur au-dessus de la M2500 lors de l'ouverture du dôme</i> et constate que plusieurs actions correctives sont indiquées en fin de compte rendu, notamment la vérification des systèmes d'alarme sélectionnés par sondage par l'inspection dans le cadre d'une fiche d'inspection spécifique afin de s'assurer de la réalisation de l'action correspondante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aménagements spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 34.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements particuliers visant à réduire les effets thermiques
Prescription contrôlée : Les bâtiments utilisés à des fins de stockage permanent (matières premières ou de produits finis) sont équipés de mur coupe feu 2h avec une couverture incombustible. Ils sont munis de portes intérieures coupe-feu de degré 1 heure et de portes extérieures de degré pare-flammes 1h. A défaut de mur coupe-feu 2h entre le bâtiment 4 (atelier plaques) et le bâtiment 5 (stockage des matières premières), un stockage de produits inertes est installé entre ces deux bâtiments sur toute la longueur commune. Ce stockage doit être maintenu complet par l'exploitant en toute circonstances.
Constats : Au cours de la visite de terrain, l'inspection constate que les bâtiments 3, 4 et 5 dédiés à du stockage de matières premières ou de produits finis qualifiés de permanents par l'exploitant ne sont pas équipés de murs coupe feu deux heures. Par ailleurs l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la mise en place de portes intérieures coupe feu de degré une heure et de portes extérieures de degré pare flammes une heure au sein de ces mêmes bâtiments.
Non conformité n°5 : contrairement aux dispositions de l'article 34.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, les bâtiments 3, 4 et 5, dédiés à du stockage de matières premières ou de produits finis qualifiés de permanents par l'exploitant, ne sont pas équipés de murs coupe feu deux heures.
Non conformité n°6 : contrairement aux dispositions de l'article 34.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, l'exploitant n'est pas en capacité de justifier de la mise en place de portes intérieures coupe feu de degré une heure et de portes extérieures de degré pare flammes une heure au sein des bâtiments 3, 4 et 5.
L'exploitant, dans le cadre de la fourniture de l'étude de dangers révisée (voir fiche d'inspection spécifique) pourra réévaluer la nécessité de ces dispositions constructives.
L'inspection constate la présence d'un stockage sur rack de produits confirmés inertes par l'exploitant le long du mur séparant le bâtiment 4 et le bâtiment 5. Sur demande de l'inspection, l'exploitant n'est pas en capacité de justifier de la mise en place de consignes ou d'un autre dispositif garantissant la mise en œuvre de ce type de stockage à cet emplacement en toutes circonstances.
Non conformité n°7 : contrairement aux dispositions de l'article 34.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, l'exploitant n'est pas en capacité de justifier de la mise en place en permanence d'un stockage inerte le long du mur séparant le bâtiment 4 et le bâtiment 5.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 36.2.4, 36.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage particulières
Prescription contrôlée : Article 36.2.4 L'exploitant stocke les aérosols dans les conditions suivantes : 1. la quantité d'aérosol stockée reste limitée et dans tous les cas inférieure au seuil de la déclaration de la rubrique 1412 ; 2. une zone distincte uniquement dédiée au stockage des aérosols est mise en place dans chaque bâtiment de stockage en contenant, cette zone signalée en tant que telle et se trouve à une distance d'au moins 5 mètres des autres produits stockés et d'au moins 15 m des zones de stockage des autres produits dangereux ; 3. des moyens spécifiques de prévention et de lutte contre une propagation rapide du sinistre sont mis en place dans cette zone (lutte contre les effets missiles, contre le rayonnement intense du foyer...).
Article 36.2.6 L'exploitant stocke les produits inflammables dans une zone spécifique à ce type de produit, clairement identifiée et signalée. Cette zone est éloignée des zones de stockage des produits incompatibles avec les produits inflammables. Cette zone est tenue éloignée des sources de chaleurs (chauffage, éclairage...). Il est interdit de faire du feu, de pénétrer avec une flamme ou avec un objet ayant un point en ignition, et d'utiliser des outils provoquant des étincelles dans cette zone. Cette interdiction est affichée en caractère apparents. Le stockage des produits inflammables en zone de fabrication est limité à la durée et à la quantité strictement nécessaire à la fabrication. Quant le stockage est de longue durée (supérieur à 24h), les zones de stockage des produits inflammables ne sont implantées que dans des bâtiments répondant aux dispositions constructives demandées à l'article 34.2.1 pour un bâtiment de stockage.
Constats : Au cours de la visite de terrain, l'inspection constate le respect des conditions de stockage des aérosols et des liquides inflammables au sein du bâtiment n°8. L'inspection note toutefois l'absence de signalétique claire concernant l'emplacement dédié aux liquides inflammables ainsi que la présence de bidons de liquides inflammables en dehors de cette zone qui ont fait l'objet d'une action corrective immédiate par l'exploitant.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de veiller à la signalétique relative à la zone de stockage des liquides inflammables et de s'assurer en permanence du respect du stockage de ces liquides au sein de cette zone.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 35.6
Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement
Prescription contrôlée : [...] une détection automatique d'incendie est installée dans l'ensemble des bâtiments et des locaux techniques du site. Chaque système de détection automatique déclenche des alarmes centralisées de jour comme de nuit pour permettre une exploitation immédiate des informations. Le type de détecteur utilisé est adapté aux produits, objets ou matériels entreposés. Toutes les alarmes sont transmises vers le poste de garde ou à défaut vers une société de télésurveillance conformément aux dispositions de l'article 33.3 du présent arrêté. Un report est assuré en permanence vers une personnel habilitée pour intervenir et assurer une exploitation immédiate des informations.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection le rapport de vérification du système de détection incendie daté des 16 et 17 février 2022 émis par la société ECO SECURITE INCENDIE. Ce dernier précise : « essai sirène non effectué à ce jour ». L'exploitant indique que les essais sirène sont programmés prochainement et transmet à l'issue de l'inspection le compte rendu modifié en date du 15 juin 2022 faisant état du caractère satisfaisant du contrôle. Sur demande de l'inspection, l'exploitant précise que le report des alarmes en heures ouvrées et en dehors des heures ouvrées est effectué auprès du GIE. Au regard du constat réalisé dans le cadre de la fiche précédente relative à la thématique télésurveillance, l'exploitant confirme à l'inspection que le report en permanence vers une personne habilitée à intervenir et en capacité d'assurer une exploitation immédiate de l'information n'est pas garantie. Non conformité n°8 : contrairement aux dispositions de l'article 35.6 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, l'exploitant n'est pas en capacité de justifier du report des alarmes en permanence vers une personne habilitée à intervenir et en capacité d'assurer une exploitation immédiate de l'information.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 24.2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage sur le site des déchets
Prescription contrôlée : [...] Les déchets dangereux sont stockés dans des bâtiments couverts.
Constats : Au cours de la visite de terrain, l'inspection constate en limite de l'établissement une zone de stockage extérieure de déchets comportant la mention UN 3175 (inflammable). Non conformité n°9 : contrairement aux dispositions de l'article 24.2 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, l'exploitant ne stocke pas les déchets dangereux dans des bâtiments couverts.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale